



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1158>

# Bulletin du GD 44 de décembre 2012

- Dans les départements - Loire-Atlantique - Bulletins de l'Ecole Emancipée 44 -



Date de mise en ligne : mardi 8 janvier 2013

## **Description :**

[Le bulletin du GD 44, à lire et à télécharger](#)

- ▶ EDITO : Des lendemains qui déchantent
- ▶ 6ème congrès de la FSU de Loire-Atlantique
- ▶ DOSSIER : 8 idées reçues sur le travail des enseignants
- ▶ Interview de Bernard Friot
- ▶ L'enjeu du salaire, l'évolution du salariat

---

**L'École Émancipée**

---

[Le bulletin du GD 44, à lire et à télécharger](#)

Sommaire :

- ▶ p 2 : 6ème congrès de la FSU de Loire-Atlantique
- ▶ p 3 : DOSSIER : 8 idées reçues sur le travail des enseignants
- ▶ p 8 : Interview de Bernard Friot
- ▶ p 12 : L'enjeu du salaire, l'évolution du salariat

## ÉDITO

### Des lendemains qui déchantent.

Le changement annoncé en mai 2012 s'est transformé en une pâle copie des orientations politiques précédentes. Si personne n'imaginait une rupture totale avec vingt ans de libéralisme, on pouvait prétendre à des décisions épousant les revendications du peuple de gauche. Hélas, le social-libéralisme prédomine et les ruptures sont remises. Quand une nationalisation même temporaire s'impose à Florange, le gouvernement ré-pond en haussant les épaules et acceptant le diktat de Mittal. Cette constatation d'un patronat tout puissant et au-dessus des lois n'est pas que Mosellane, elle est de mise à St Nazaire où la survie même des chantiers navals est engagée. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et être du côté des salarié(e)s et non des actionnaires.

Nous assistons au même procédé concernant le projet d'aéroport à Notre Dame Des Landes. Ce projet vieux de quarante ans, du temps du Concorde, est dénoncé par le monde agricole, les habitant(e)s de la zone, les citoyen(ne)s qui n'en peuvent plus de ces décisions qui vont à l'encontre de la réalité. Les caisses de l'État et des collectivités locales sont vides mais Vinci va recevoir plus de 400 millions d'aides publiques. Le financement est bouclé mais toujours rien sur le coût des infrastructures routières, sur la desserte ferroviaire. Ce sont les collectivités locales via les impôts locaux qui paieront ce surcoût. La destruction de terres agricoles est dénoncée en Amérique de sud mais à 30 km de Nantes, on peut détruire 2000 hectares de bocage sans que la majorité des élu(e)s trouvent à y redire. Les opposant(e)s à NDDL sont de plus en plus nombreux et les médias leur consacrent enfin des tribunes. Le recours à la répression est bien le symbole d'un refus de négociation et de moratoire.

La FSU, lors du congrès de Lille, a dénoncé ces politiques de grands travaux inutiles. Lors du prochain congrès départemental, la section de Loire-Atlantique doit se positionner. L'École Émancipée pèsera de tout son poids pour que la FSU4 ait un mandat clair d'opposition à ce projet, mandat porté ensuite au congrès national de Poitiers.

La période de congrès qui s'annonce est un moment dans lequel nous devons nous inscrire pour défendre notre syndicalisme de transformation sociale. La politique gouvernementale doit rencontrer dès maintenant une opposition syndicale déterminée et unitaire. Une mobilisation interprofessionnelle se pose. Dans le même temps, la CGT propose une rencontre aux syndicats des fonctions publiques pour défini-r des modalités d'actions. Les griefs contre le gouvernement ne manquent pas : poursuite d'une RGPP masquée et de la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Sur le plan de l'éducation, le projet de loi d'orientation est connu. Si l'annonce de 40000 créations de postes est un signe fort, cette loi interpelle profondément la profession car elle n'est en rien une rupture avec l'existant : maintien

du socle commun et du livret de compétences, pas d'abandon du dé-cret Darcos de 2008, craintes sur le devenir des RASED, réforme du lycée continuée, ... La refondation tant annoncée n'est pas à la hauteur de nos revendications. Et Peillon, conscient de la platitude de son projet, crée un leurre en axant le débat uniquement sur les rythmes scolaires et principalement sur la semaine de quatre jours et demi. Déjà des mobilisations ont lieu : AG de secteurs à Paris ou à Angers, rassemblements à Nantes pour dénoncer la décision unilatérale de la mairie de passer à la semaine de 4 jours et demi. Il est de la responsabilité de la FSU et de ses syndicats de travailler à des mobilisations sur l'École y compris en appelant à la grève. L'École Émancipée poussera pour que la voix des personnels soient enfin entendues et que la FSU ne se résigne pas à accompagner une loi très éloignée de nos revendications.